

DÉPARTEMENT DE LA SARTHE

Arrêté n° Dossier 77692 du

Arrêté n° 24/7155 du

24 DEC. 2024

**Objet : FIXATION DES TARIFS JOURNALIERS AFFÉRENTS À L'HÉBERGEMENT,
DU FORFAIT GLOBAL RELATIF À LA DÉPENDANCE ALLOUÉ AU TITRE
DE L'ANNÉE 2025 ET DES TARIFS JOURNALIERS AFFÉRENTS À
LA DÉPENDANCE APPLICABLES À COMPTER DU 1ER JANVIER 2025
À L'EHPAD DU CCAS DU MANS.**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu le Code de la Santé Publique ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles et les articles R 314-158 et suivants du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Règlement départemental d'aide sociale de la Sarthe approuvé par la délibération n°1 de la Commission permanente du 15 décembre 2023 ;

Vu la délibération de la Commission permanente du 18 octobre 2024 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses des établissements et services médico-sociaux pour 2025 ;

Vu l'arrêté n° 24/6240 du 6 novembre 2024 du Président du Conseil départemental fixant le point GIR départemental 2025 pour le Département de la Sarthe à 8,00 € ;

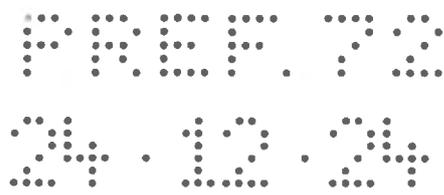
Vu l'arrêté n° ARS-PDL/DAS/DAMS-PA/R7-2016/72 et n° Département : 17/8714 du 19 septembre 2017 portant autorisation de l'EHPAD CCAS Du Mans, pour une capacité de 228 lits d'hébergement permanent ;

Vu le CPOM signé le 31 octobre 2019 ;

Vu l'annexe activité transmise par le gestionnaire ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des Services du Département ;

Suite de l'Arrêté N° Dossier 77692 du



ARRETE

Article 1 – A compter du 1^{er} janvier 2025, les tarifs journaliers afférents à la section hébergement applicables à l'EHPAD du CCAS du Mans sont fixés comme suit pour les personnes âgées de plus de 60 ans :

Tarif hébergement permanent – chambres simples	76,64 €
Tarif hébergement permanent – chambres doubles	65,92 €
Tarif hébergement permanent – T2	68,98 €

Article 2 – A compter du 1^{er} janvier 2025, le tarif journalier afférent à la section hébergement applicable à l'EHPAD du CCAS du Mans sont fixés comme suit pour les personnes âgées de moins de 60 ans :

Tarif de moins de 60 ans hébergement permanent	93,98 €
--	---------

Article 3 – Pour l'année 2025, les recettes à retenir de la section dépendance de l'EHPAD du CCAS du Mans sont autorisées comme suit :

	Montants
Ressources totales hébergement permanent	1 545 472,61 €
= Ressources à retenir 2025	1 545 472,61 €

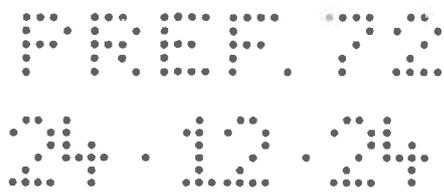
Article 4 – A compter du 1^{er} janvier 2025, les tarifs journaliers afférents à la section dépendance applicables à l'EHPAD du CCAS du Mans sont fixés comme suit pour les personnes âgées de plus de 60 ans :

	Hébergement permanent
Tarif dépendance GIR 1-2	25,66 €
Tarif dépendance GIR 3-4	16,28 €
Tarif dépendance GIR 5-6	6,91 €

Article 5 – Le forfait global dépendance est égal à la somme du résultat de l'équation tarifaire, définie à l'article R314-173 du Code de l'action sociale et des familles, et de financements complémentaires. Sont soustraits du montant obtenu le montant prévisionnel de la participation des résidents (tarif GIR 5-6), les tarifs journaliers dépendance opposables aux autres départements pour les résidents qui y ont leur domicile de secours et la participation acquittée par les résidents de moins de 60 ans, ainsi que les prestations non cumulables avec l'APA (MTP, ACTP, PCH).

Le forfait global dépendance (APA) octroyé au titre de l'hébergement permanent à l'EHPAD est fixé pour l'année 2025 à 1 007 392,61 €.

Le versement du forfait global dépendance sera effectué par douzième.



Article 6 - Le forfait global dépendance mentionné à l'article 5 sera reconduit, le cas échéant, en 2026 jusqu'à la fixation du nouveau forfait.

Article 7 - Dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes, cet arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental de la Sarthe,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes (6 allées de l'île Gloriette 44041 NANTES cedex 01).

Article 8 - Monsieur le Directeur général des Services du Département, Madame la Directrice générale adjointe des Solidarités, Madame le Payeur départemental, la Directrice de l'établissement considéré sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département www.sarthe.fr.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation
La Directrice générale adjointe des Solidarités

Nathalie PONTASSE

Acte certifié exécutoire compte tenu
de sa réception au contrôle de légalité le : 24 DEC. 2024
et de sa publication ou notification le : 27 DEC. 2024